



## ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2016

- **Pour le premier trimestre de 2016, le plan Rogers 3.0 produit de solides résultats financiers et opérationnels :**
  - **Croissance soutenue des produits opérationnels de 2 % attribuable à la progression de 5 % de Sans-fil;**
  - **Ajouts nets de 14 000 abonnés aux services facturés de Sans-fil, soit une augmentation de 40 000 sur douze mois;**
  - **Réduction du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil pour un deuxième trimestre de suite, avec une amélioration de 7 points de base sur douze mois;**
  - **PMPC en hausse de 4 % grâce à l'importante progression des forfaits Partagez tout, maintenant choisis par 38 % de nos abonnés aux services facturés;**
  - **Ajouts nets de 16 000 abonnés aux services d'accès Internet de Cable, soit une augmentation de 23 000 sur douze mois, et maintien d'une croissance à deux chiffres (11 %) des produits opérationnels tirés des services d'accès Internet.**
- **Nous avons répondu au désir de plus de vitesse de notre clientèle; notre objectif d'offrir des débits de 1 Gb/s sur l'ensemble du territoire de desserte d'ici la fin de 2016, soit bien avant nos concurrents, est en bonne voie d'être atteint.**
- **Le nombre de plaintes de clients à l'égard de la marque Rogers a baissé de 65 % selon le rapport le plus récent du Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications (le CPRST) - il s'agit de l'amélioration la plus marquée de notre groupe de pairs.**

TORONTO (le 18 avril 2016) - Rogers Communications Inc., l'une des plus importantes sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016.

### Principaux résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audités)	Trimestres clos les 31 mars	
	<b>2016</b>	2015
Produits opérationnels	<b>3 245</b>	3 175
Après ajustement <sup>1</sup>		
Résultat d'exploitation	<b>1 101</b>	1 124
Résultat net	<b>263</b>	275
Résultat par action de base	<b>0,51 \$</b>	0,53 \$
Bénéfice net	<b>248</b>	255
Bénéfice de base par action	<b>0,48 \$</b>	0,50 \$
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>220</b>	266
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>598</b>	227

<sup>1</sup> Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Les services facturés de notre secteur Sans-fil ont inscrit leur taux d'attrition le plus bas en cinq ans pour un premier trimestre grâce à la qualité de nos réseaux, à la valeur de notre offre de produits et services et aux améliorations que nous avons apportées à l'expérience client, a déclaré Guy Laurence, président et chef de la direction. Pour l'ensemble du trimestre, nos produits opérationnels ont encore connu une croissance et les principales données liées aux abonnés se sont améliorées de façon continue, malgré un trimestre marqué par une vive concurrence. Grâce à l'essor de Sans-fil, à l'expansion constante des services d'accès à Internet et à la voie clairement tracée pour nos activités dans les domaines télévisuel et médiatique, nous sommes bien positionnés pour respecter nos prévisions financières pour 2016. »

## **Principaux faits saillants financiers**

### **Augmentation des produits opérationnels**

Les produits consolidés ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré, rendant compte de la croissance de 5 % des produits de Sans-fil et de 2 % de ceux de Solutions d'Affaires, ainsi que de la baisse de 2 % des produits de Cable et de 3 % de ceux de Media. La hausse des produits du secteur Sans-fil est attribuable à la progression des produits tirés des réseaux découlant de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui génèrent davantage de PMPC des services facturés et à l'augmentation des produits tirés des appareils. La baisse des produits de Cable s'explique par le recul continu des produits tirés des services de télévision et de téléphonie, contrebalancé en partie par la croissance soutenue des produits tirés des services d'accès Internet. La diminution des produits de Media tient essentiellement à la faiblesse persistante des activités conventionnelles de télédiffusion, de radiodiffusion et de publicité imprimée, en partie compensée par la croissance des produits tirés des activités sportives.

### **Baisse du résultat d'exploitation ajusté**

La baisse du résultat d'exploitation ajusté consolidé au cours du trimestre considéré rend compte d'une détérioration du résultat d'exploitation ajusté de Media au moment où nos activités médiatiques traditionnelles sont confrontées à un contexte publicitaire en pleine mutation. Pour faire face à ces pressions, nous avons annoncé pendant le trimestre des mises à pied dans les domaines de la télévision conventionnelle, de la radio et de l'édition de même que dans les services administratifs.

### **Diminution du bénéfice net et du résultat net ajusté**

Le résultat net ajusté a diminué au cours du trimestre à l'étude en raison surtout de l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et de la baisse du résultat d'exploitation ajusté, facteurs en partie compensés par la réduction de l'impôt sur le résultat. Quant au bénéfice net du trimestre, il a en outre subi la hausse des frais de restructuration.

### **Souplesse financière grâce à d'importants flux de trésorerie disponibles**

Au premier trimestre, la Société a continué de générer d'importants flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles se chiffrant respectivement à 598 millions de dollars et à 220 millions de dollars. La diminution des flux de trésorerie disponibles s'explique par le calendrier des investissements dans le réseau et des paiements d'impôt en trésorerie. Nous sommes bien positionnés pour respecter nos cibles prévisionnelles de 2016 en matière d'entrées d'immobilisations corporelles et de flux de trésorerie disponibles.

Grâce à nos solides résultats financiers, nous avons pu continuer d'investir dans notre réseau tout en maintenant des remboursements de capital importants pour nos actionnaires. Nous avons versé 247 millions de dollars sous forme de dividendes au cours du trimestre considéré.

## Rogers 3.0

Rogers 3.0 est un plan pluriannuel à l'aide duquel nous voulons :

- relancer la croissance de nos revenus de façon durable;
- miser sur nos solides antécédents en matière de produits de façon à dégager des marges et des flux de trésorerie disponibles élevés de même qu'un bon rendement sur nos actifs et, ultimement, à accroître les rendements en faveur de nos actionnaires.

Nous nous attendons à ce que les occasions d'augmenter notre performance ne manquent pas, notamment pour :

- bonifier encore davantage l'expérience client;
- demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil;
- renforcer notre offre dans le secteur Cable;
- stimuler la croissance dans le marché Affaires.

### **Bonifier l'expérience client**

Par comparaison avec ses principaux concurrents, Rogers est encore une fois la société qui a réduit le plus le nombre de plaintes de clients, comme le rapporte le CPRST dans son rapport semestriel de 2015-2016 portant sur la période de six mois terminée le 31 janvier 2016. Les plaintes à l'endroit de la marque Rogers ont chuté de 65 % alors que dans l'ensemble, les plaintes de clients ont diminué de 54 %.

Les plaintes relatives à l'itinérance adressées au CPRST par des clients de Rogers devraient être réduites de 90 % pour l'exercice par rapport aux résultats de 2012-2013. Rogers a modifié le mode d'itinérance de ses clients à la fin de 2014 en lançant le service *Partout chez vous*, qui permet aux clients d'utiliser leur forfait mensuel quand ils sont en déplacement pour accéder à Internet, faire des appels, communiquer par messagerie texte et envoyer des courriels comme ils le feraient de leur domicile.

Nous sommes d'avis que les améliorations que nous avons apportées à l'expérience client jouent un rôle déterminant dans la baisse du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil. Le taux d'attrition des services facturés s'est établi à 1,17 % pour le trimestre à l'étude, soit une amélioration de 7 points de base sur douze mois; il s'agit du taux d'attrition le plus bas enregistré pour les sept derniers trimestres, et le meilleur depuis 2010 pour un premier trimestre. Notre taux d'attrition s'est amélioré pendant deux trimestres consécutifs, et ce, malgré la concurrence accrue et l'incidence de la « double cohorte ».

### **Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil**

Nos forfaits et nos contenus irrésistibles, l'amélioration de l'expérience client et le meilleur réseau dans sa catégorie sont autant de facteurs qui ont su continuer d'attirer et de retenir des clients à rentabilité plus élevée. Nous avons obtenu des ajouts nets de 14 000 abonnés aux services facturés de Sans-fil au premier trimestre, soit une hausse de 40 000 par rapport aux ajouts du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La concurrence reste vive sur le marché, aussi avons-nous investi davantage pendant le trimestre pour attirer les abonnés présentant une valeur élevée sur lesquels nous comptons pour poursuivre l'amélioration du taux d'attrition et l'accroissement de la valeur à long terme.

Après nos acquisitions et le déploiement du spectre supérieur en 2015, nous nous attendons toujours à une baisse générale des entrées d'immobilisations corporelles en 2016. Nous prévoyons aussi que des améliorations proviendront des prix avantageux offerts par nos fournisseurs, notamment grâce à notre partenariat stratégique unique avec Vodafone Group Plc au Canada.

## **Renforcer notre offre dans le secteur Cable**

### *Service Internet ÉLAN*

La composition des produits de Cable continue d'évoluer vers des services d'accès Internet à marge supérieure. Nous prévoyons offrir des vitesses Internet gigabit sur l'ensemble de notre réseau par câble à plus de 4 millions de foyers d'ici la fin de 2016, et ce, moyennant un investissement supplémentaire de moins de 50 \$ par foyer par année. Nous augmenterons la capacité à mesure que la demande de vitesse croîtra en engageant annuellement de nouvelles dépenses d'investissement fondées sur le résultat, ce qui nous permettra de dégager des rendements attrayants pour nos actionnaires.

### *Gammes de services de télévision*

Nous pensons que les consommateurs continueront de porter un intérêt grandissant à la télé 4K. D'ici la fin de 2016, nous prévoyons offrir plus de 500 heures de contenu 4K, dont 100 événements sportifs en direct. Pendant le trimestre, nous avons aussi continué de mettre à niveau l'interface utilisateur de nos services télévisuels traditionnels, lancé deux nouveaux canaux d'accompagnement Sportsnet 4K, réalisé la première diffusion 4K d'une partie de baseball de la Ligue majeure lors du match inaugural à domicile des Blue Jays de Toronto. Nous prévoyons lancer un produit de télévision par IP (IPTV) d'ici la fin de l'année.

## **Stimuler la croissance dans le marché Affaires**

Nous estimons que Rogers est actuellement sous-indexée dans ce marché en croissance. Au cours du trimestre, nous avons lancé Internet des objets sous forme de service. Ce service géré aidera nos clients à tirer parti de cette technologie transformatrice tout en restant concentrés sur leurs activités. Au cours des mois qui viennent, nous continuerons de proposer aux consommateurs des technologies novatrices comme celle-là. Il faudra un certain temps pour sensibiliser le marché à ces nouveaux services et ensuite le pénétrer, mais nous nous réjouissons de l'apport que cette occasion de croissance à long terme fournira.

## **À propos des mesures non conformes aux PCGR**

Des mesures non conformes aux PCGR sont présentées dans le présent communiqué, notamment le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, la dette nette ajustée, le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté, le résultat par action de base ajusté et le résultat par action dilué ajusté. Ces mesures sont des mesures non conformes aux PCGR et elles ne devraient pas être considérées comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## À propos de Rogers

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI). Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site [rogers.com](http://rogers.com).

L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

### Relations avec les investisseurs

Amy Schwalm  
416 704-9057  
[amy.schwalm@rci.rogers.com](mailto:amy.schwalm@rci.rogers.com)

### Relations avec les médias

Terrie Tweddle  
416 935-4727  
[terrie.tweddle@rci.rogers.com](mailto:terrie.tweddle@rci.rogers.com)

## Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du premier trimestre de 2016 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 18 avril 2016,
- à 16 h 30, heure de l'Est,
- à l'adresse [rogers.com/webcast](http://rogers.com/webcast),
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse [rogers.com/investors](http://rogers.com/investors) et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse [rogers.com/events](http://rogers.com/events) généralement au moins deux jours avant la conférence.

## Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web ([rogers.com/investors](http://rogers.com/investors)), sur SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)) et sur EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse [investor.relations@rci.rogers.com](mailto:investor.relations@rci.rogers.com). L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page [rogers.com/investors](http://rogers.com/investors) pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2016 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2016 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel 2015, nos états financiers consolidés audités de 2015 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [sedar.com](http://sedar.com) ou sur EDGAR, à [sec.gov](http://sec.gov), respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, ainsi que sur sa stratégie fondamentale, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel 2015. Pour en savoir davantage sur nos objectifs et principaux moteurs de la performance, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » de notre rapport de gestion annuel de 2015 et aux rubriques « Principaux faits saillants financiers » et « Rogers 3.0 » aux pages 2 à 4 de notre communiqué du premier trimestre de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 18 avril 2016 et a été approuvé par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil ») à cette date. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 31 mars 2016. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2015 ou au 31 décembre 2015, s'il y a lieu.

## Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Au cours du trimestre, Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires ont été exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Table des matières

Sommaire des résultats financiers consolidés.....	8	Évolution de la réglementation.....	27
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015.....	9	Mise à jour sur les risques et les incertitudes.....	28
Résultats de nos secteurs à présenter.....	10	Estimations et méthodes comptables critiques.....	29
Revue de la performance consolidée.....	17	Prévisions financières.....	30
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières.....	20	Indicateurs clés de performance.....	31
Aperçu de la situation financière.....	23	Mesures non conformes aux PCGR.....	32
Situation financière.....	24	Information complémentaire.....	35
Gestion des risques financiers.....	24	À propos des énoncés prospectifs.....	37
Engagements et obligations contractuelles.....	27		

## Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Produits opérationnels			
Sans-fil	<b>1 890</b>	1 794	5
Cable	<b>856</b>	870	(2)
Solutions d'Affaires	<b>96</b>	94	2
Media	<b>448</b>	464	(3)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(45)</b>	(47)	(4)
Produits opérationnels	<b>3 245</b>	3 175	2
Résultat d'exploitation ajusté			
Sans-fil	<b>763</b>	765	-
Cable	<b>393</b>	402	(2)
Solutions d'Affaires	<b>31</b>	28	11
Media	<b>(49)</b>	(32)	53
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(37)</b>	(39)	(5)
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 101</b>	1 124	(2)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée <sup>1</sup>	<b>33,9 %</b>	35,4 %	(1,5) pts
Bénéfice net	<b>248</b>	255	(3)
Bénéfice de base par action	<b>0,48 \$</b>	0,50 \$	(4)
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>263</b>	275	(4)
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,51 \$</b>	0,53 \$	(4)
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>552</b>	475	16
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>220</b>	266	(17)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>598</b>	227	163

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.



## Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015

### Produits opérationnels

Les produits tirés des réseaux de Sans-fil se sont accrues au cours du trimestre en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption soutenue des forfaits facturés *Partagez Tout* de Rogers générateurs de PMPC plus élevés.

Les produits opérationnels de Cable ont diminué pour le trimestre considéré sous l'effet d'une réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice, compensée en partie par la croissance du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet, une migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures et l'incidence des changements de la tarification pour la plupart des produits.

Les produits opérationnels de Solutions d'Affaires ont augmenté pour le trimestre considéré, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a plus qu'annulé la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits opérationnels de Media ont connu une baisse au cours du trimestre à l'étude en raison de la diminution des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée, imprimée et radiodiffusée, compensée en partie par la croissance des produits tirés des événements sportifs.

### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a été stable pour le trimestre considéré, car la hausse des produits tirés des réseaux décrite précédemment a été annulée par les coûts plus importants associés aux volumes plus élevés d'appareils intelligents subventionnés.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a diminué pour le trimestre, diminution attribuable à la décroissance des produits opérationnels décrite plus haut et contrebalancée en partie par diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a augmenté pendant le trimestre grâce à la hausse des produits opérationnels et à la baisse des coûts liés aux services.

La perte au titre du résultat d'exploitation ajusté de Media a augmenté pour le trimestre à l'étude en raison principalement de la baisse des produits décrite ci-dessus.

## Résultats de nos secteurs à présenter

### SANS-FIL

#### Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %
Produits opérationnels			
Produits tirés des réseaux	1 734	1 672	4
Ventes de matériel	156	122	28
Produits opérationnels	1 890	1 794	5
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	460	393	17
Autres charges opérationnelles	667	636	5
Charges opérationnelles	1 127	1 029	10
Résultat d'exploitation ajusté	763	765	-
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des réseaux	44,0 %	45,8 %	(1,8) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	181	180	1

<sup>1</sup> Les résultats d'exploitation de Mobilicity sont compris dans les résultats de Sans-fil depuis la date d'acquisition, c'est-à-dire le 2 juillet 2015.

#### Résultats d'abonnements de Sans-fil<sup>1</sup>

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	304	277	27
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	14	(26)	40
Total des abonnés aux services facturés <sup>2</sup>	8 285	8 139	146
Attrition (mensuelle)	1,17 %	1,24 %	(0,07) pts
PMPC (mensuels)	112,23 \$	107,47 \$	4,76 \$
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	157	126	31
Réductions nettes d'abonnés	(19)	(37)	18
Total des abonnés aux services prépayés <sup>2,3</sup>	1 587	1 340	247
Attrition (mensuelle)	3,65 %	3,99 %	(0,34) pts
PMPA mixtes (mensuels)	58,54 \$	58,75 \$	(0,21) \$

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Le 2 juillet 2015, nous avons fait l'acquisition d'environ 154 000 abonnés aux services sans fil prépayés dans le cadre de notre acquisition de Mobilicity.

#### Produits tirés des réseaux

L'augmentation de 4 % des produits tirés des réseaux enregistrée au cours du trimestre découle des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés grâce en partie à l'acquisition des abonnés aux services prépayés de Mobilicity au troisième trimestre de 2015;
- l'adoption soutenue des forfaits économiques *Partagez Tout* de Rogers qui génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, *GameCentre LIVE* de la LNH par Rogers, *Spotify*, *shomi* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 4 % des PMPC des services facturés du trimestre s'explique par l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui, eu égard au nombre de comptes d'abonnés, font en sorte que les abonnés ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes ont à peine baissé au cours du trimestre en raison de ce qui suit :

- les retombées de l'accroissement, par suite de l'acquisition de Mobilicity, du nombre d'abonnés aux services prépayés générateurs de PMPA mixtes moins élevés par rapport à l'ensemble des abonnés et l'augmentation globale des ajouts nets d'abonnés aux services prépayés au cours de l'exercice;
- facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des produits tirés des réseaux, mentionnée ci-dessus.

Exclusion faite de l'incidence de l'ajout de Mobilicity, les PMPA mixtes auraient augmenté de 1 % pour le trimestre.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés pour le trimestre ainsi que le taux d'attrition inférieur découlent de notre stratégie visant l'amélioration de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les nouveaux forfaits *Partagez tout* + et au perfectionnement de notre service à la clientèle.

### **Ventes de matériel**

La hausse de 28 % des produits tirés des ventes de matériel pour le trimestre considéré découle principalement des éléments suivants :

- le nombre accru d'achats d'appareils attribuable surtout aux ajouts bruts d'abonnés plus élevés;
- une augmentation des prix de vente de matériel;
- facteurs contrebalancés en partie par la diminution de 2 % du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants.

### **Charges opérationnelles**

La hausse de 17 % du coût du matériel au cours du trimestre considéré découle essentiellement de ce qui suit :

- une migration des ventes d'appareils et des rehaussements vers des téléphones intelligents à coût plus élevé;
- une croissance des volumes de ventes de matériel attribuable principalement aux ajouts bruts plus élevés;
- facteurs contrebalancés en partie par la diminution du nombre de rehaussements d'appareil par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus.

Les autres charges opérationnelles se sont établies à 5 % de plus pour le trimestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse des coûts des services;
- des coûts supplémentaires plus élevés découlant de notre acquisition de Mobilicity;
- l'accroissement des coûts de publicité;
- facteurs en partie compensés par la baisse des commissions payées grâce à l'amélioration des canaux de distribution.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a été stable pour trimestre considéré, ce qui s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

## CABLE

### Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Produits opérationnels			
Services d'accès Internet	360	324	11
Services de télévision	395	426	(7)
Services de téléphonie	99	118	(16)
Produits tirés des services	854	868	(2)
Ventes de matériel	2	2	-
Produits opérationnels	856	870	(2)
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	1	1	-
Autres charges opérationnelles	462	467	(1)
Charges opérationnelles	463	468	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	393	402	(2)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	45,9 %	46,2 %	(0,3) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	246	224	10

### Résultats d'abonnements de Cable<sup>1</sup>

(en milliers)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	16	(7)	23
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>2</sup>	2 064	2 004	60
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	(26)	(41)	15
Nombre total d'abonnés aux services de télévision <sup>2</sup>	1 870	1 983	(113)
Services de téléphonie			
Réductions nettes d'abonnés	(10)	(20)	10
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie <sup>2</sup>	1 080	1 130	(50)
Foyers branchés <sup>2</sup>	4 153	4 085	68
Nombre total d'abonnés <sup>3</sup>			
Réductions nettes d'abonnés	(20)	(68)	48
Nombre total d'abonnés <sup>2</sup>	5 014	5 117	(103)

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

### Produits opérationnels

Les produits opérationnels ont diminué de 2 % pour le trimestre essentiellement par suite de ce qui suit :

- une diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice;
- facteur partiellement contrebalancé par une migration des abonnés des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées au cours de l'exercice.

### **Produits tirés des services d'accès Internet**

L'augmentation de 11 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre à l'étude est attribuable à ce qui suit :

- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet à large bande *ÉLAN*;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- facteurs partiellement contrebalancés par le recul des produits tirés de l'utilisation supplémentaire causé par la migration d'une partie des abonnés vers des forfaits à utilisation illimitée à valeur plus élevée.

### **Produits tirés des services de télévision**

Le recul de 7 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice principalement en raison de l'évolution des habitudes de consommation en matière de télévision;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services de télévision au cours de l'exercice.

### **Produits tirés des services de téléphonie**

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 16 % au cours du trimestre en raison de ce qui suit :

- l'incidence des forfaits à tarifs réduits liés aux offres groupées *ÉLAN*;
- une diminution du nombre d'abonnés.

### **Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré en raison de ce qui suit :

- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité;
- facteurs en partie contrebalancés par des coûts de publicité accrus liés en partie au lancement de la télé 4K.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a reculé de 2 % au trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

## SOLUTIONS D'AFFAIRES

### Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %
Produits opérationnels			
Activités de prochaine génération	75	70	7
Activités traditionnelles	20	23	(13)
Produits tirés des services	95	93	2
Ventes de matériel	1	1	-
Produits opérationnels	96	94	2
Charges opérationnelles	65	66	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	31	28	11
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	32,3 %	29,8 %	2,5 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	38	33	15

<sup>1</sup> Les résultats opérationnels d'Internetworking Atlantic Inc. sont compris dans les résultats de Solutions d'Affaires depuis sa date d'acquisition, soit le 30 novembre 2015.

#### Produits opérationnels

Les produits tirés des services ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de ce qui suit :

- la poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches;
- facteur partiellement contrebalancé par le déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, une tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés ou proches de prochaine génération et que les clients se tournent vers des solutions et services IP plus évolués et rentables.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 79 % du total des produits tirés des services au cours du trimestre (75 % en 2015).

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de la baisse des coûts liés aux services.

#### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 11 % pendant le trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

## MEDIA

### Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Produits opérationnels	<b>448</b>	464	(3)
Charges opérationnelles	<b>497</b>	496	-
Perte au titre du résultat d'exploitation ajusté	<b>(49)</b>	(32)	53
Marge déficitaire opérationnelle ajustée	<b>(10,9) %</b>	(6,9) %	(4,0) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>18</b>	9	100

#### Produits opérationnels

La baisse de 3 % des produits opérationnels au cours du trimestre considéré s'explique par ce qui suit :

- une diminution des produits tirés de la publicité imprimée, radiodiffusée et télédiffusée;
- facteur contré en partie par l'augmentation des produits tirés des événements sportifs.

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont restées à peu près les mêmes au cours du trimestre à l'étude en raison de ce qui suit :

- la hausse des coûts liés aux événements sportifs;
- la réduction des coûts de programmation de la télévision conventionnelle;
- le recul des coûts publicitaires;
- les économies de coûts qui ont commencé à se faire sentir par suite des licenciements déjà annoncés.

#### Perte au titre du résultat d'exploitation ajusté

L'augmentation de 53 % de la perte au titre du résultat d'exploitation ajusté au cours du trimestre à l'étude rend compte des variations des produits et des charges susmentionnées.

## ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles			
Sans-fil	181	180	1
Cable	246	224	10
Solutions d'Affaires	38	33	15
Media	18	9	100
Siège social	69	29	138
<b>Total des entrées d'immobilisations corporelles<sup>1</sup></b>	<b>552</b>	475	16
<b>Intensité du capital<sup>2</sup></b>	<b>17,0 %</b>	15,0 %	2,0 pts

<sup>1</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

<sup>2</sup> L'intensité du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### Sans-fil

L'augmentation négligeable des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre à l'étude découle de la hausse des coûts engagés pour accroître la qualité et la capacité de notre réseau. Au 31 mars 2016, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 83 % de la population canadienne (78 % au 31 décembre 2015). Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 93 % de la population canadienne au 31 mars 2016.

### Cable

L'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles enregistré par Cable au cours du trimestre considéré découle d'une intensification des investissements dans les infrastructures de réseau en vue d'accroître davantage la fiabilité et la qualité du réseau et d'améliorer la capacité de notre plateforme Internet pour que nous puissions offrir des vitesses d'accès Internet atteignant le gigabit à l'échelle de notre réseau par câble d'ici la fin de l'exercice. Nous avons également effectué des investissements dans le développement de notre service de vidéo IP de prochaine génération et des guides télé numériques. Ces investissements ont été compensés en partie par la réduction des dépenses liées au matériel installé chez l'abonné.

### Solutions d'Affaires

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée au cours du trimestre à l'étude est attribuable aux investissements constants dans des centres de données, à l'expansion de nos réseaux dans le but de joindre davantage de clients et d'emplacements et au développement de nouveaux services IP.

### Media

La hausse des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media constatée au cours du trimestre considéré découle d'investissements supérieurs effectués au cours de l'exercice à l'étude dans nos plateformes numériques et dans les installations de diffusion.

### Siège social

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre s'explique par la hausse des dépenses liées aux améliorations apportées à nos divers bureaux et l'augmentation des coûts liés à la technologie de l'information.

### Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre en raison de l'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles découlant du calendrier des investissements dans notre réseau déjà mentionné, conjugué à la hausse des produits opérationnels décrite plus haut.



## Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 101</b>	1 124	(2)
Déduire (ajouter) :			
Rémunération fondée sur des actions	<b>12</b>	12	-
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>574</b>	559	3
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>44</b>	9	n. s.
Charges financières	<b>196</b>	210	(7)
Autres produits	<b>(34)</b>	(3)	n. s.
Impôt sur le résultat	<b>61</b>	82	(26)
<b>Bénéfice net</b>	<b>248</b>	255	(3)

n. s. : non significatif

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

### Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Incidence de l'acquisition des droits	<b>16</b>	12
Incidence des variations du cours	<b>22</b>	(14)
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	<b>(26)</b>	14
<b>Total de la rémunération fondée sur des actions</b>	<b>12</b>	12

### Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>549</b>	518	6
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>25</b>	41	(39)
<b>Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total</b>	<b>574</b>	559	3

Le montant total des amortissements s'est accru au cours du trimestre considéré, principalement en raison :

- de l'augmentation globale des entrées d'immobilisations corporelles au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à un nombre accru d'actifs amortissables;
- facteur en partie contrebalancé par suite de la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles.

## Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 44 millions de dollars (9 millions de dollars en 2015). Cette hausse correspond essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs.

## Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Intérêts sur les emprunts <sup>1</sup>	<b>196</b>	196	-
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<b>2</b>	3	(33)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	7	(100)
(Profit) perte de change	<b>(25)</b>	7	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	<b>24</b>	2	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	<b>(4)</b>	(8)	(50)
Autres	<b>3</b>	3	-
<b>Total des charges financières</b>	<b>196</b>	210	(7)

<sup>1</sup> Les emprunts comprennent la dette à long terme et les emprunts à court terme relatifs à notre programme de titrisation des débiteurs.

### Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été stables pour le trimestre considéré, ce qui découle d'une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette, laquelle a été compensée par une augmentation du principal sur l'encours de la dette. Au 31 mars 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,75 % (4,82 % au 31 décembre 2015) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,4 années (10,8 années au 31 décembre 2015).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

## Autres produits

L'augmentation des autres produits pour le trimestre tient essentiellement à la vente d'un placement.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Taux d'impôt prévu par la loi	<b>26,6 %</b>	26,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>309</b>	337
Charge d'impôt sur le résultat calculée	<b>82</b>	89
Augmentation (diminution) de l'impôt découlant de ce qui suit :		
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non déductible (non imposable)	<b>3</b>	(2)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	<b>3</b>	-
Diminution du taux d'impôt qu'il est prévu d'appliquer à la résorption des différences temporaires	<b>(18)</b>	-
Tranche non imposable de la plus-value	<b>(5)</b>	-
Autres éléments	<b>(4)</b>	(5)
<b>Total de l'impôt sur le résultat</b>	<b>61</b>	82
Taux d'impôt effectif	<b>19,7 %</b>	24,3 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	<b>137</b>	195

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude était inférieur au taux prévu par la loi en raison essentiellement d'une diminution du taux d'impôt applicable à certaines différences temporaires découlant d'une modification du mode attendu de recouvrement.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre a diminué grâce à une réduction des acomptes provisionnels.

En 2011, des modifications législatives ont éliminé le report du revenu des sociétés de personnes, ce qui a accéléré le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt en trésorerie précédemment différé sur une période de

cinq ans débutant à un taux de 15 % en 2012, passant à 20 % pour 2013, 2014 et 2015, puis à 25 % en 2016. Nos paiements d'impôt sur le résultat en trésorerie pour l'année d'imposition 2016 continueront d'inclure ce montant additionnel. Bien que l'élimination du report du revenu des sociétés de personnes ait une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt sur le résultat en trésorerie, elle n'a pas de conséquences sur notre charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

### Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Bénéfice net	<b>248</b>	255	(3)
Bénéfice de base par action	<b>0,48 \$</b>	0,50 \$	(4)
Bénéfice dilué par action	<b>0,48 \$</b>	0,48 \$	-

### Résultat net ajusté

Le tableau suivant décrit la façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 101</b>	1 124	(2)
Déduire (ajouter) :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>574</b>	559	3
Charges financières <sup>2</sup>	<b>196</b>	203	(3)
Autres charges (produits) <sup>3</sup>	<b>5</b>	(3)	n. s.
Impôt sur le résultat <sup>4</sup>	<b>63</b>	90	(30)
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>263</b>	275	(4)
Résultat par action de base et dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,51 \$</b>	0,53 \$	(4)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les charges financières ne tiennent pas compte d'une perte de 7 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2015.

<sup>3</sup> Les autres charges (produits) du trimestre clos le 31 mars 2016 ne tiennent pas compte d'un profit de 39 millions de dollars inscrit à la vente d'un placement.

<sup>4</sup> L'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016 (recouvrement de 8 millions de dollars en 2015) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

## Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

### Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 093</b>	1 035
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	<b>(120)</b>	(350)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>973</b>	685
Impôt sur le résultat payé	<b>(137)</b>	(195)
Intérêts payés	<b>(238)</b>	(263)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>598</b>	227
Activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>(552)</b>	(475)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	<b>(137)</b>	(92)
Entrées de droits de diffusion	<b>(10)</b>	(12)
Autres	<b>(40)</b>	(12)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	<b>(739)</b>	(591)
Activités de financement		
Produit tiré des emprunts à court terme	<b>250</b>	208
Remboursements sur les emprunts à court terme	<b>(45)</b>	(15)
Émission de titres d'emprunt à long terme	<b>688</b>	1 658
Remboursements sur la dette à long terme	<b>(569)</b>	(1 609)
Produit tiré du règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	<b>455</b>	1 059
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	<b>(474)</b>	(905)
Dividendes payés	<b>(247)</b>	(235)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	<b>58</b>	161
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>(83)</b>	(203)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	<b>11</b>	176
Avances bancaires à la clôture de la période	<b>(72)</b>	(27)

#### Activités opérationnelles

L'augmentation de 163 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre est le résultat de la baisse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement hors trésorerie, d'une réduction des acomptes provisionnels et d'une diminution des intérêts payés pour le trimestre.

#### Activités d'investissement

##### Entrées d'immobilisations corporelles

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons consacré 552 millions de dollars aux entrées d'immobilisations corporelles, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant supérieur à celui de la période correspondante de 2015. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour plus de précisions.

#### Activités de financement

##### Titrisation des débiteurs

Au cours du trimestre considéré, nous avons reçu un financement de 250 millions de dollars (208 millions de dollars en 2015) aux termes du programme de titrisation des débiteurs; pour la même période, nous avons effectué des remboursements de 45 millions de dollars (15 millions de dollars en 2015). Par suite de ces opérations, le total de notre financement aux termes du programme a varié et s'est établi à 1 005 millions de dollars au 31 mars 2016 (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

#### *Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit*

Au cours du trimestre, nous avons prélevé 688 millions de dollars (507 millions de dollars américains; 1 660 millions de dollars en 2015) et remboursé 569 millions de dollars (500 millions de dollars et 50 millions de dollars américains; 550 millions de dollars en 2015) sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable.

Au 31 mars 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable totalisait 594 millions de dollars (457 millions de dollars américains; 500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Ces fonds ont été empruntés en dollars américains pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens (il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements).

Au 31 mars 2016, des liquidités s'élevant à 2,8 milliards de dollars (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015) étaient disponibles dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars au 31 décembre 2015). Aux termes de ces facilités, une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2015) a été prélevée sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours, et une tranche de 0,7 milliard de dollars, sous forme d'emprunts (0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2015). Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

Le 1<sup>er</sup> avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. En parallèle, nous avons aussi modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

#### *Émission de billets de premier rang*

Nous n'avons émis aucun billet de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015.

#### *Remboursement des billets de premier rang et règlements des dérivés connexes*

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés liés la dette connexes au cours du trimestre.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang d'un montant de 550 millions de dollars américains (702 millions de dollars) et de 280 millions de dollars américains (357 millions de dollars) venus à échéance en mars 2015. Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes avaient été réglés à l'échéance pour un produit net reçu de 154 millions de dollars, ce qui avait donné lieu à un remboursement net de 905 millions de dollars qui comprenait le règlement des dérivés liés à la dette connexes.

#### *Dividendes*

Le tableau suivant indique les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions :

<b>Date de déclaration</b>	<b>Date de clôture des registres</b>	<b>Date de versement</b>	<b>Dividende par action (en \$)</b>	<b>Dividendes payés (en millions de dollars)</b>
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 <sup>er</sup> avril 2016	0,48	247
28 janvier 2015	13 mars 2015	1 <sup>er</sup> avril 2015	0,48	248
21 avril 2015	12 juin 2015	2 juillet 2015	0,48	247
13 août 2015	11 septembre 2015	1 <sup>er</sup> octobre 2015	0,48	247
22 octobre 2015	11 décembre 2015	4 janvier 2016	0,48	247

## Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 101</b>	1 124	(2)
Déduire :			
Entrées d'immobilisations corporelles <sup>2</sup>	<b>552</b>	475	16
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	<b>192</b>	188	2
Impôt sur le résultat en trésorerie <sup>3</sup>	<b>137</b>	195	(30)
<b>Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup></b>	<b>220</b>	266	(17)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

<sup>3</sup> L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 17 % pour le trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la hausse des entrées d'immobilisations corporelles liée au calendrier des investissements dans notre réseau;
- facteur en partie compensé par la diminution de l'impôt sur le résultat en trésorerie qui s'explique par la réduction des acomptes provisionnels.

# Aperçu de la situation financière

## États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2016	Au 31 déc. 2015	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
<b>Actifs</b>					
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	11	(11)	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Débiteurs	1 792	1 792	-	-	n. s.
Stocks	320	318	2	1	n. s.
Autres actifs courants	429	303	126	42	Tient compte d'une augmentation des charges payées d'avance liée essentiellement aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	116	198	(82)	(41)	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, lesquelles ont été contrebalancées en partie par le règlement et l'échéance des autres dérivés dont il est question à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
<b>Total des actifs courants</b>	<b>2 657</b>	2 622	35	1	
Immobilisations corporelles	10 999	10 997	2	-	Tient compte des entrées d'immobilisations corporelles, contrebalancées par l'amortissement. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour obtenir d'autres renseignements.
Immobilisations incorporelles	7 206	7 243	(37)	(1)	A trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 381	2 271	110	5	Tient compte des ajustements de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 536	1 992	(456)	(23)	Se reporter au poste « Partie courante des instruments dérivés » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres actifs à long terme	124	150	(26)	(17)	Tient compte du recouvrement de certaines créances à long terme.
Actifs d'impôt différé	9	9	-	-	n. s.
Goodwill	3 891	3 891	-	-	n. s.
<b>Total des actifs</b>	<b>28 803</b>	29 175	(372)	(1)	
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Passifs courants</b>					
Avances bancaires	72	-	72	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Emprunts à court terme	1 005	800	205	26	Tient compte du financement net reçu aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 479	2 708	(229)	(8)	Tient compte d'une baisse des comptes fournisseurs attribuable au caractère saisonnier des activités et du recul des intérêts courus sur la dette à long terme par suite du calendrier des paiements.
Impôt sur le résultat à payer	118	96	22	23	Tient compte de l'excédent de l'impôt sur le résultat à payer sur les acomptes provisionnels déjà payés.
Partie courante des provisions	27	10	17	170	n. s.
Produits constatés d'avance	441	388	53	14	Tient compte des dépôts reçus relativement aux billets vendus par les Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	1 250	1 000	250	25	Tient compte de l'arrivée à échéance de nos billets de premier rang de 250 millions de dollars au début de 2017.
Partie courante des instruments dérivés	65	15	50	n. s.	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>5 457</b>	5 017	440	9	
Provisions	31	50	(19)	(38)	n. s.
Dette à long terme	15 188	15 870	(682)	(4)	Tient compte principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Instruments dérivés	195	95	100	105	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres passifs à long terme	445	455	(10)	(2)	n. s.
Passifs d'impôt différé	1 782	1 943	(161)	(8)	Tient compte principalement de la résorption de différences temporaires.
<b>Total des passifs</b>	<b>23 098</b>	23 430	(332)	(1)	
Capitaux propres	5 705	5 745	(40)	(1)	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>28 803</b>	29 175	(372)	(1)	

## Situation financière

Au 31 mars 2016, nous disposions de liquidités disponibles d'environ 2,8 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars au 31 décembre 2015), lesquelles comprenaient :

- un montant de néant en trésorerie et équivalents de trésorerie (0,01 milliard de dollars au 31 décembre 2015);
- un montant de 2,77 milliards de dollars disponible aux termes de nos facilités de crédit bancaire (3,0 milliards au 31 décembre 2015);
- un montant de 0,05 milliard de dollars disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs (0,25 milliard au 31 décembre 2015).

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 1 080 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2016 (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Au 31 mars 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,75 % (4,82 % au 31 décembre 2015) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,4 années (10,8 années au 31 décembre 2015). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'émission en décembre 2015 de billets de premier rang à des taux d'intérêt moindres qu'auparavant;
- une utilisation accrue de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de créances au 31 mars 2016.

Au 31 mars 2016, les notations de crédit attribuées aux débetures et aux billets de premier rang de RCI en circulation étaient demeurées stables par rapport au quatrième trimestre de 2015 et se présentaient comme suit :

- Moody's Ratings Services : Baa1 avec perspective stable;
- Standard and Poor's Ratings Services : BBB+ avec perspective stable;
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective défavorable.

## Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2015. Nous avons parfois recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2016, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 88,6 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (90,3 % au 31 décembre 2015). Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

### Dérivés liés à la dette

Au cours du trimestre, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit, nous ne les avons pas désignés à titre de couvertures à des fins comptables. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit.

Au cours du trimestre, nous avons réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant notionnel de 474 millions de dollars (342 millions de dollars américains), contre des paiements en trésorerie nets de 19 millions de dollars.

Au 31 mars 2016, nous avons des billets de premier rang et des débetures libellés en dollars américains d'un montant de 6,2 milliards de dollars américains (6,2 milliards de dollars américains au 31 décembre 2015), pour lesquels tous les risques de change avaient été couverts au moyen de dérivés liés à la dette. Au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015, nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang.



### Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni n'avons réglé aucun contrat de ce type au cours du trimestre considéré. Au 31 mars 2016, nous avons des contrats à terme sur obligations en cours d'un montant notionnel de 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2015), qui avaient tous été désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

### Dérivés liés aux dépenses

Au 31 mars 2016, les dérivés liés aux dépenses en cours totalisaient 1 350 millions de dollars américains (1 140 millions de dollars américains au 31 décembre 2015); les échéances allaient d'avril 2016 à décembre 2017 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015) et le taux de change moyen s'établissait à 1,29 pour 1 \$ US (1,24 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2015).

Au cours du trimestre, nous avons conclu des contrats de change à terme en dollars américains afin de fixer le taux de change sur le montant de 420 millions de dollars américains de dépenses libellées en dollars américains de Rogers en 2017. Les dépenses prévues de 420 millions de dollars américains ont été couvertes à un taux moyen de 1,39 \$ pour 1 \$ US, ce qui fixe à 584 millions de dollars canadiens le coût de ces dépenses sur la durée des contrats.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 210 millions de dollars américains (180 millions de dollars américains en 2015) contre 256 millions de dollars (199 millions de dollars en 2015).

### Dérivés liés aux capitaux propres

Au 31 mars 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,7 millions au 31 décembre 2015) assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

### Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 mars 2016			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 587
En passifs	1 000	1,3382	1 338	(78)
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	457	1,3126	600	(6)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 503
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	-	-	1 400	(132)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 350	1,2907	1 742	12
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	-	-	286	9
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 392

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2015			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 900	1,0755	6 345	2 032
En passifs	300	1,3367	401	(4)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				2 028
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	-	-	1 400	(91)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 140	1,2410	1 415	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	-	-	286	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				2 080

### Dette nette ajustée et ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 31 mars <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Dette à long terme <sup>1</sup>	<b>16 545</b>	16 981
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit	<b>(1 597)</b>	(2 180)
Emprunts à court terme	<b>1 005</b>	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	<b>72</b>	(11)
Dette nette ajustée <sup>2</sup>	<b>16 025</b>	15 590
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté <sup>2,3</sup>	<b>3,2</b>	3,1

<sup>1</sup> Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant toute réduction de la valeur comptable découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

<sup>2</sup> La dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>3</sup> Le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

En plus des éléments présentés dans le tableau ci-dessus, au 31 mars 2016, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 080 millions de dollars (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

La dette nette ajustée s'est accrue de 0,4 milliard de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, en raison surtout de l'utilisation saisonnière de la trésorerie dans nos activités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Aperçu de la situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements. Notre cible à long terme de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté se situe dans une fourchette de 2,0 à 2,5.

## Actions ordinaires en circulation

	Au 31 mars <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Actions ordinaires en circulation <sup>1</sup>		
De catégorie A avec droit de vote	<b>112 414 592</b>	112 438 692
De catégorie B sans droit de vote	<b>402 332 076</b>	402 307 976
<b>Total des actions ordinaires</b>	<b>514 746 668</b>	514 746 668
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	<b>5 343 572</b>	4 873 940
Options en circulation exerçables	<b>2 486 203</b>	2 457 005

<sup>1</sup> Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

## Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 21 et 29 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2015.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2015, depuis le 31 décembre 2015.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influe sur nos activités en date du 11 février 2016 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2015. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

### Établissement des coûts et des tarifs des services d'accès Internet de gros

Le 31 mars 2016, le CRTC a rendu publique sa décision faisant suite à l'examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros (Décision de télécom CRTC 2016-117). Le CRTC a déterminé que les tarifs de télécommunication de gros payés par des fournisseurs concurrents n'étaient plus appropriés et a exigé que tous les fournisseurs de services d'accès haute vitesse de gros déposent de nouvelles études de coûts présentant les tarifs proposés pour approbation définitive. Le CRTC a aussi rendu provisoires tous les tarifs d'accès Internet de gros actuellement approuvés à compter de la date de la décision. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand de nouvelles études de coûts auront été présentées à l'appui des demandes visant la révision des tarifs pour des services d'accès haute vitesse de gros.

### Distribution des services de télévision

Le 1<sup>er</sup> mars 2016, la première phase du mandat imposé par le CRTC aux distributeurs d'offrir un service de télévision d'entrée de gamme de base à 25 \$ par mois (matériel en sus) est entrée en vigueur. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016, nous offrons un service d'entrée de gamme de base composé de canaux canadiens locaux, des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et des principaux réseaux américains (4+1). Nous proposons aussi des forfaits plus petits à prix raisonnables composés de canaux spécialisés et de chaînes à supplément. D'ici au 1<sup>er</sup> décembre 2016, nous devons également offrir tous les canaux spécialisés et les chaînes à supplément « à la carte ».

## Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 11 février 2016, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

### Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation intentée en Nouvelle-Écosse. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. La Cour d'appel du Manitoba a rejeté l'appel déposé par le demandeur à l'égard de cette décision. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation intentée en Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en réponse aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Le recours collectif avait trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs cherchaient notamment à obtenir des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, déclarant que rien dans l'expression *frais d'accès au système* ne suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté en 2015 par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, qui a estimé que la conclusion du juge de première instance était irréfutable. Les demandeurs tentent d'obtenir l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Frais liés au service d'urgence 911**

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Appareils cellulaires**

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Issue des procédures**

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

## **Estimations et méthodes comptables critiques**

Notre rapport de gestion annuel de 2015, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

### **Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2016**

Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et les modifications de normes suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

### **Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées**

Nous sommes tenus d'adopter les normes comptables nouvelles ou révisées suivantes au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou par la suite. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des normes nouvelles ou révisées sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels.

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

## Transactions entre parties liées

La Société a conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI, y compris :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion des services juridiques de la Société;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque de notre conseil.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	5	10

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars les premiers trimestres de 2016 et de 2015.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction.

## Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

## Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Société.

## Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits opérationnels, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées d'immobilisations corporelles, qui ont été présentées le 27 janvier 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2015. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2015 et dans le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital.

## Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté  Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	<p>Résultat d'exploitation ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> Produits opérationnels (produits tirés des réseaux de Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	<p>Résultat net ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, (profit) sur la vente de placements, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net  Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	Résultat d'exploitation ajusté <i>Moins les éléments suivants</i> entrées d'immobilisations corporelles, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Total de la dette à long terme <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dette à long terme



Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) <i>Divisée par l'élément suivant</i> résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

### Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Bénéfice net	248	255
Ajouter (déduire) :		
Impôt sur le résultat	61	82
Autres produits	(34)	(3)
Charges financières	196	210
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	44	9
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	574	559
Rémunération fondée sur des actions	12	12
Résultat d'exploitation ajusté	1 101	1 124

### Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Bénéfice net	248	255
Ajouter (déduire) :		
Rémunération fondée sur des actions	12	12
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	44	9
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	7
Profit sur la vente d'un placement	(39)	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(5)	(8)
Incidence fiscale, modifications des lois fiscales	3	-
Résultat net ajusté	263	275

### Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	263	275
Diviser par : Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,51 \$	0,53 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté	263	275
Diviser par : Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517
Résultat par action dilué ajusté	0,51 \$	0,53 \$

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	598	227
Ajouter (déduire) :		
Entrées d'immobilisations corporelles	(552)	(475)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(192)	(188)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	44	9
Intérêts payés	238	263
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	120	350
Autres ajustements	(36)	80
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>220</b>	<b>266</b>

## Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Au	Au
	31 mars	31 décembre
	2016	2015
Partie courante de la dette à long terme	1 250	1 000
Dette à long terme	15 188	15 870
Coûts de transaction différés et escomptes	107	111
	<b>16 545</b>	16 981
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 503)	(2 028)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette	(94)	(152)
Emprunts à court terme	1 005	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	72	(11)
<b>Dette nette ajustée</b>	<b>16 025</b>	15 590

  

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au	Au
	31 mars	31 décembre
	2016	2015
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté		
Dette nette ajustée	16 025	15 590
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois	5 009	5 032
<b>Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>3,2</b>	3,1

## Information complémentaire

### Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2016	2015				2014		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits opérationnels								
Sans-fil	<b>1 890</b>	1 981	1 973	1 903	1 794	1 898	1 880	1 800
Cable	<b>856</b>	855	871	869	870	871	864	872
Solutions d'Affaires	<b>96</b>	95	94	94	94	97	96	95
Media	<b>448</b>	560	473	582	464	544	440	475
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(45)</b>	(39)	(27)	(45)	(47)	(44)	(28)	(30)
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>3 245</b>	3 452	3 384	3 403	3 175	3 366	3 252	3 212
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	<b>763</b>	754	879	841	765	725	888	843
Cable	<b>393</b>	426	416	414	402	424	409	423
Solutions d'Affaires	<b>31</b>	30	31	27	28	34	32	28
Media	<b>(49)</b>	56	58	90	(32)	78	23	54
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(37)</b>	(40)	(39)	(35)	(39)	(28)	(40)	(35)
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 101</b>	1 226	1 345	1 337	1 124	1 233	1 312	1 313
Déduire (ajouter) :								
Rémunération fondée sur des actions	<b>12</b>	16	13	14	12	12	9	11
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>574</b>	580	576	562	559	560	533	532
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>44</b>	23	37	42	9	43	91	30
Charges financières	<b>196</b>	192	190	182	210	202	202	188
Autres (produits) charges	<b>(34)</b>	4	(59)	26	(3)	(10)	12	9
<b>Bénéfice net avant impôt sur le résultat</b>	<b>309</b>	411	588	511	337	426	465	543
Impôt sur le résultat	<b>61</b>	112	124	148	82	129	133	138
<b>Bénéfice net</b>	<b>248</b>	299	464	363	255	297	332	405
Bénéfice par action								
De base	<b>0,48 \$</b>	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,50 \$	0,58 \$	0,64 \$	0,79 \$
Dilué	<b>0,48 \$</b>	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,48 \$	0,57 \$	0,64 \$	0,76 \$
Bénéfice net	<b>248</b>	299	464	363	255	297	332	405
Ajouter (déduire) :								
Rémunération fondée sur des actions	<b>12</b>	16	13	14	12	12	9	11
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>44</b>	23	37	42	9	43	91	30
Profit sur l'acquisition de Mobilicity	-	-	(102)	-	-	-	-	-
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	72	-	-	-	-	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	-	7	-	-	-
Profit sur la vente d'un placement	<b>(39)</b>	-	-	-	-	-	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(5)</b>	(7)	(12)	(13)	(8)	(11)	(27)	(14)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	<b>3</b>	-	-	6	-	14	-	-
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>263</b>	331	472	412	275	355	405	432
Résultat par action ajusté <sup>1</sup>								
De base	<b>0,51 \$</b>	0,64 \$	0,92 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$	0,79 \$	0,84 \$
Dilué	<b>0,51 \$</b>	0,64 \$	0,91 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$	0,78 \$	0,84 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>552</b>	773	571	621	475	664	638	576
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>220</b>	274	660	476	266	275	370	436
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>598</b>	950	1 456	1 114	227	1 031	1 057	1 202

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2,3,4</sup>		Filiales non garantes <sup>1,2,4</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	5	6	2 843	2 755	452	470	(55)	(56)	3 245	3 175
Bénéfice net (perte nette)	248	255	114	327	225	263	(339)	(590)	248	255
À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)										
	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2,3,4</sup>		Filiales non garantes <sup>1,2,4</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	31 mars 2016	31 déc. 2015	31 mars 2016	31 déc. 2015	31 mars 2016	31 déc. 2015	31 mars 2016	31 déc. 2015	31 mars 2016	31 déc. 2015
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	24 151	23 891	19 945	19 322	8 193	8 331	(49 632)	(48 922)	2 657	2 622
Actifs non courants	27 353	27 270	39 023	36 862	5 880	8 236	(46 110)	(45 815)	26 146	26 553
Passifs courants	25 165	24 024	26 782	25 951	4 787	5 609	(51 277)	(50 567)	5 457	5 017
Passifs non courants	17 140	17 928	1 763	1 655	94	259	(1 356)	(1 429)	17 641	18 413

<sup>1</sup> Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

<sup>2</sup> Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Fido Solutions Inc., filiale de RCI, a transféré sa participation dans RCP à Rogers Cable and Data Centres Inc. (« RCDCI »), filiale de RCI, ce qui a fait de RCDCI le seul détenteur de RCP, cette dernière cessant de ce fait d'exister (la « dissolution »). RCDCI est devenue seule propriétaire des actifs précédemment détenus par RCP, dont elle a également repris tous les passifs. Après cette réorganisation, RCDCI a pris le nom de Rogers Communications Canada Inc (« RCCI »).

<sup>4</sup> L'information financière de RCCI et de nos filiales non garanties au 31 décembre 2015 et pour le trimestre clos le 31 mars 2015 est présentée sur une base pro forma comme si la dissolution de RCP avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financière de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits opérationnels;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

### Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

**Avant de prendre une décision d'investissement**

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » et celles du rapport de gestion annuel de 2015 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov), respectivement.

###



**Rogers Communications Inc.**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES  
(non audité)**

**Trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015**

**Rogers Communications Inc.****États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2016	2015
Produits opérationnels		<b>3 245</b>	3 175
Charges opérationnelles			
Coûts opérationnels	4	<b>2 156</b>	2 063
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		<b>574</b>	559
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5	<b>44</b>	9
Charges financières	6	<b>196</b>	210
Autres produits	7	<b>(34)</b>	(3)
Bénéfice avant impôt sur le résultat		<b>309</b>	337
Impôt sur le résultat		<b>61</b>	82
Bénéfice net de la période		<b>248</b>	255
Bénéfice par action			
De base	8	<b>0,48 \$</b>	0,50 \$
Dilué	8	<b>0,48 \$</b>	0,48 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.



**Rogers Communications Inc.**  
**États consolidés résumés intermédiaires du résultat global**  
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2016	2015
Bénéfice net de la période		<b>248</b>	255
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice			
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente			
Augmentation (diminution) de la juste valeur		<b>123</b>	(74)
Reclassement du profit sur la vente de placements dans le bénéfice net		<b>(39)</b>	-
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe		<b>(11)</b>	10
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente		<b>73</b>	(64)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie :			
(Perte latente) profit latent lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés		<b>(651)</b>	741
Reclassement de la perte (du profit) sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net		<b>530</b>	(650)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	9	-	7
Reclassement du profit sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles		<b>(28)</b>	(33)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net		<b>(21)</b>	(13)
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe		<b>73</b>	(44)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		<b>(97)</b>	8
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt		<b>(17)</b>	8
Autres éléments du résultat global de la période		<b>(41)</b>	(48)
Résultat global de la période		<b>207</b>	207

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**

**États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière**

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Au 31 mars <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		-	11
Débiteurs		<b>1 792</b>	1 792
Stocks		<b>320</b>	318
Autres actifs courants		<b>429</b>	303
Partie courante des instruments dérivés	9	<b>116</b>	198
Total des actifs courants		<b>2 657</b>	2 622
Immobilisations corporelles		<b>10 999</b>	10 997
Immobilisations incorporelles		<b>7 206</b>	7 243
Placements	10	<b>2 381</b>	2 271
Instruments dérivés	9	<b>1 536</b>	1 992
Autres actifs à long terme		<b>124</b>	150
Actifs d'impôt différé		<b>9</b>	9
Goodwill		<b>3 891</b>	3 891
Total des actifs		<b>28 803</b>	29 175
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Avances bancaires		<b>72</b>	-
Emprunts à court terme	11	<b>1 005</b>	800
Créditeurs et charges à payer		<b>2 479</b>	2 708
Impôt sur le résultat à payer		<b>118</b>	96
Partie courante des provisions		<b>27</b>	10
Produits constatés d'avance		<b>441</b>	388
Partie courante de la dette à long terme	12	<b>1 250</b>	1 000
Partie courante des instruments dérivés	9	<b>65</b>	15
Total des passifs courants		<b>5 457</b>	5 017
Provisions		<b>31</b>	50
Dette à long terme	12	<b>15 188</b>	15 870
Instruments dérivés	9	<b>195</b>	95
Autres passifs à long terme		<b>445</b>	455
Passifs d'impôt différé		<b>1 782</b>	1 943
Total des passifs		<b>23 098</b>	23 430
Capitaux propres	13	<b>5 705</b>	5 745
Total des passifs et des capitaux propres		<b>28 803</b>	29 175
Événements postérieurs à la date de clôture	9, 12		
Passifs éventuels	16		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**
**États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres**

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions, non audité)

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestres clos le 31 mars 2016									
Soldes au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	72	112 439	402	402 308	4 583	598	57	33	5 745
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	248	-	-	-	248
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	73	-	-	73
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(97)	-	(97)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(17)	(17)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	-	73	(97)	(17)	(41)
Résultat global de la période	-	-	-	-	248	73	(97)	(17)	207
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(247)	-	-	-	(247)
Actions ayant changé de catégorie	-	(24)	-	24	-	-	-	-	-
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	-	(24)	-	24	(247)	-	-	-	(247)
<b>Soldes au 31 mars 2016</b>	<b>72</b>	<b>112 415</b>	<b>402</b>	<b>402 332</b>	<b>4 584</b>	<b>671</b>	<b>(40)</b>	<b>16</b>	<b>5 705</b>

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestre clos le 31 mars 2015									
Soldes au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	72	112 448	402	402 298	4 172	721	104	10	5 481
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	255	-	-	-	255
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	(64)	-	-	(64)
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	8	-	8
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	8	8
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	-	(64)	8	8	(48)
Résultat global de la période	-	-	-	-	255	(64)	8	8	207
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(247)	-	-	-	(247)
Actions ayant changé de catégorie	-	(5)	-	5	-	-	-	-	-
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	-	(5)	-	5	(247)	-	-	-	(247)
<b>Soldes au 31 mars 2015</b>	<b>72</b>	<b>112 443</b>	<b>402</b>	<b>402 303</b>	<b>4 180</b>	<b>657</b>	<b>112</b>	<b>18</b>	<b>5 441</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.****Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie**

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2016	2015
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		<b>248</b>	255
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		<b>574</b>	559
Amortissement des droits de diffusion		<b>21</b>	22
Charges financières	6	<b>196</b>	210
Impôt sur le résultat		<b>61</b>	82
Rémunération fondée sur des actions	14	<b>12</b>	12
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges		<b>10</b>	(95)
Profit sur la vente d'un placement		<b>(39)</b>	-
Autres		<b>10</b>	(10)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		<b>1 093</b>	1 035
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel		<b>(120)</b>	(350)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		<b>973</b>	685
Impôt sur le résultat payé		<b>(137)</b>	(195)
Intérêts payés		<b>(238)</b>	(263)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		<b>598</b>	227
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles		<b>(552)</b>	(475)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles		<b>(137)</b>	(92)
Entrées de droits de diffusion		<b>(10)</b>	(12)
Autres		<b>(40)</b>	(12)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		<b>(739)</b>	(591)
Activités de financement			
Produit tiré des emprunts à court terme	11	<b>250</b>	208
Remboursements sur les emprunts à court terme	11	<b>(45)</b>	(15)
Émission de titres d'emprunt à long terme	12	<b>688</b>	1 658
Remboursements sur la dette à long terme	12	<b>(569)</b>	(1 609)
Produit tiré du règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	9	<b>455</b>	1 059
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	9	<b>(474)</b>	(905)
Dividendes payés		<b>(247)</b>	(235)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement		<b>58</b>	161
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		<b>(83)</b>	(203)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		<b>11</b>	176
Avances bancaires à la clôture de la période		<b>(72)</b>	(27)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

**NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE**

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. En plus des secteurs opérationnels susmentionnés, RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

<b>Secteur</b>	<b>Principales activités</b>
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (Rogers Communications Partnership en 2015) et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Media Inc., et ses filiales.

**Déclaration de conformité**

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2016 (les « états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2016 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (les « états financiers de 2015 »), à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1<sup>er</sup> janvier 2016, qui sont décrites à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2016 ont été approuvés par le comité d'audit et de risque, qui relève de notre conseil d'administration, le 18 avril 2016.

## **NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **Mode de présentation**

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2016 ne reflètent que les transactions et changements importants survenus depuis la clôture du dernier exercice, soit le 31 décembre 2015, et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2016 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2015.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur. Tous les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

### **Nouvelles prises de position adoptées en 2016**

Nous avons adopté les nouvelles normes et modifications comptables qui suivent; celles-ci sont entrées en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

### **Récentes prises de position comptables n'ayant pas encore été adoptées**

L'IASB a publié de nouvelles normes et modifications aux normes existantes. Nous n'avons pas encore adopté ces modifications et ces dernières pourraient avoir une incidence sur les résultats des périodes futures. Ces modifications sont décrites dans nos états financiers de 2015.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

## **NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES**

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites dans nos états financiers de 2015. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent les principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté, qu'ils considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au bénéfice avant la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, les charges financières, les autres (produits) charges et l'impôt sur le résultat.

**Information par secteur**

Trimestre clos le 31 mars 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		1 890	856	96	448	(45)	3 245
Coûts opérationnels <sup>1</sup>		1 127	463	65	497	(8)	2 144
Résultat d'exploitation ajusté		763	393	31	(49)	(37)	1 101
Rémunération fondée sur des actions <sup>1</sup>	14						12
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							574
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						44
Charges financières	6						196
Autres produits							(34)
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>							<b>309</b>

<sup>1</sup> Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Trimestre clos le 31 mars 2015 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		1 794	870	94	464	(47)	3 175
Coûts opérationnels <sup>1</sup>		1 029	468	66	496	(8)	2 051
Résultat d'exploitation ajusté		765	402	28	(32)	(39)	1 124
Rémunération fondée sur des actions <sup>1</sup>	14						12
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							559
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						9
Charges financières	6						210
Autres produits							(3)
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>							<b>337</b>

<sup>1</sup> Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

**NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	<b>461</b>	394
Marchandise destinée à la revente	<b>49</b>	47
Autres achats externes	<b>1 170</b>	1 158
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	<b>476</b>	464
<b>Total des coûts opérationnels</b>	<b>2 156</b>	2 063

**NOTE 5 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES**

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons engagé 44 millions de dollars (9 millions de dollars en 2015) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Les charges de 2016 comprenaient essentiellement les indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs. En 2015, les charges engagées visaient surtout la réorganisation.

**NOTE 6 : CHARGES FINANCIÈRES**

(en millions de dollars)	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2016	2015
Intérêts sur les emprunts		196	196
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi		2	3
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	9	-	7
(Profit) perte de change		(25)	7
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		24	2
Intérêts inscrits à l'actif		(4)	(8)
Autres		3	3
<b>Total des charges financières</b>		<b>196</b>	<b>210</b>

**NOTE 7 : AUTRES PRODUITS**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Pertes liées à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	14	2
Profit sur la vente de placements	(39)	-
Autres produits de placement	(9)	(5)
<b>Total des autres produits</b>	<b>(34)</b>	<b>(3)</b>

**NOTE 8 : BÉNÉFICE PAR ACTION**

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour la période	248	255
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)		
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	2	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	517	517
Bénéfice par action		
De base	0,48 \$	0,50 \$
Dilué	0,48 \$	0,48 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, la comptabilisation de la rémunération fondée sur des actions selon la méthode de règlement en capitaux propres s'est avérée plus dilutive que la comptabilisation selon la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2015 a été diminué de 7 millions de dollars dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles avaient été réglées en capitaux propres. Rien de tel ne s'est produit pour le trimestre clos le 31 mars 2016.

Au total, 1 054 530 options étaient hors du cours pour le trimestre clos le 31 mars 2016 (2 325 902 en 2015). Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.



## **NOTE 9 : INSTRUMENTS FINANCIERS**

### **Instrument dérivé**

Nous avons parfois recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités. Ces instruments dérivés se déclinent sous forme de dérivés liés à la dette, de contrats à terme sur obligations, de dérivés liés aux dépenses et de dérivés liés aux capitaux propres. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Tous nos dérivés liés à la dette afférents à nos billets de premier rang, contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses en cours ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

#### *Dérivés liés à la dette*

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos instruments d'emprunt libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afférents à nos emprunts sur des facilités de crédit afin de compenser les risques de change et de taux d'intérêt liés à nos emprunts sur des facilités de crédit libellées en dollars américains (se reporter à la note 12). Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette afférents à nos emprunts sur des facilités de crédit à titre de couvertures à des fins comptables. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette afférent à nos emprunts sur des facilités de crédit au cours du trimestre clos le 31 mars 2015.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons réglé des dérivés liés à la dette afférents à nos emprunts sur des facilités de crédit d'un montant notionnel de 474 millions de dollars (342 millions de dollars américains) contre des paiements nets en espèces de 19 millions de dollars.

Au 31 mars 2016, nos billets de premier rang et débentures libellés en dollars américains s'élevaient à 6,2 milliards de dollars américains (6,2 milliards de dollars américains au 31 décembre 2015), et tous les risques de change connexes avaient été couverts par des dérivés liés à la dette. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette afférent aux billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015.

#### *Contrats à terme sur obligations*

Nous avons recours aux dérivés liés aux contrats à terme sur obligations (les « contrats à terme sur obligations ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les billets de premier rang que nous prévoyons émettre dans l'avenir. Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni réglé aucun contrat à terme sur obligations existant au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015. Au 31 mars 2016, les contrats à terme sur obligations en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2015) et avaient tous été désignés comme couvertures à des fins comptables.

#### *Dérivés liés aux dépenses*

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme des couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons conclu des contrats de change à terme en dollars américains afin de fixer le taux de change sur les dépenses brutes attendues de 420 millions de dollars américains de Rogers prévues pour 2017. Les dépenses prévues de 420 millions de dollars américains ont été couvertes à un taux moyen de 1,39 \$ pour 1 \$ US, ce qui fixe à 584 millions de dollars canadiens le coût de ces dépenses sur la durée des contrats. Nous n'avons conclu aucun autre dérivé lié aux dépenses au cours du trimestre clos le 31 mars 2015.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses se chiffrant à 210 millions de dollars américains (180 millions de dollars américains en 2015) contre 256 millions de dollars (199 millions de dollars en 2015).

Au 31 mars 2016, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 350 millions de dollars américains (1 140 millions de dollars américains au 31 décembre 2015) et venaient à échéance d'avril 2016 à décembre 2017 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015), à un cours de change moyen de 1,29 \$ pour 1 \$ US (1,24 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2015).

#### *Dérivés liés aux capitaux propres*

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 mars 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions (5,7 millions au 31 décembre 2015) d'actions de catégorie B de RCI d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons comptabilisé un recouvrement au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions de 26 millions de dollars (charge de 14 millions de dollars en 2015) relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus (se reporter à la note 14).

#### **Juste valeur des instruments financiers**

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de chacun de nos contrats à terme sur obligations est déterminée en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation, qui découlent de l'écart entre les rendements à terme du marché à la clôture de la période et le rendement à terme de chacun de nos contrats à terme sur obligations, multiplié par son montant notionnel.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Aux 31 mars 2016 et 2015, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours de ces périodes.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

(en millions de dollars)	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	1 080	966	1 080	966	-	-
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 587	2 032	-	-	1 587	2 032
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	56	158	-	-	56	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	9	-	-	-	9	-
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>2 732</b>	<b>3 156</b>	<b>1 080</b>	<b>966</b>	<b>1 652</b>	<b>2 190</b>
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	78	4	-	-	78	4
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	6	-	-	-	6	-
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	132	91	-	-	132	91
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	44	-	-	-	44	-
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	-	15	-	-	-	15
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>260</b>	<b>110</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>260</b>	<b>110</b>

Au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2015, la juste valeur de notre dette à long terme se présentait comme suit :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Dette à long terme (y compris la partie courante)	16 438	18 332	16 870	18 252

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015.

#### NOTE 10 : PLACEMENTS

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2016	2015
Placements		
Sociétés ouvertes	1 080	966
Sociétés fermées	174	212
Placements disponibles à la vente	1 254	1 178
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 127	1 093
<b>Total des placements</b>	<b>2 381</b>	<b>2 271</b>

**NOTE 11 : EMPRUNTS À COURT TERME**

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	<b>2016</b>	2015
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	<b>1 239</b>	1 359
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	<b>(1 005)</b>	(800)
<b>Surdimensionnement</b>	<b>234</b>	559

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, un financement additionnel de 250 millions de dollars (208 millions de dollars en 2015) nous a été octroyé dans le cadre du programme de titrisation des débiteurs et nous avons remboursé 45 millions de dollars (15 millions de dollars en 2015), ce qui a porté le total de notre financement aux termes du programme à 1 005 millions de dollars au 31 mars 2016 (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Nous avons engagé des charges d'intérêts liées au programme de titrisation des débiteurs de 4 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 (4 millions de dollars en 2015), que nous avons comptabilisées au titre des charges financières.

**NOTE 12 : DETTE À LONG TERME**

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Au 31 mars	Au 31 décembre
				<b>2016</b>	2015
Facilités de crédit bancaire			Variable	-	500
Facilités de crédit bancaire		457	US Variable	<b>594</b>	-
Billets de premier rang	2016	1 000	5,800 %	<b>1 000</b>	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,000 %	<b>500</b>	500
Billets de premier rang	2017	250	Variable	<b>250</b>	250
Billets de premier rang	2018	1 400	US 6,800 %	<b>1 818</b>	1 938
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	<b>400</b>	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	<b>500</b>	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	<b>900</b>	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	<b>1 450</b>	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	<b>600</b>	600
Billets de premier rang	2023	500	US 3,000 %	<b>649</b>	692
Billets de premier rang	2023	850	US 4,100 %	<b>1 104</b>	1 176
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	<b>600</b>	600
Billets de premier rang	2025	700	US 3,625 %	<b>909</b>	969
Déventures de premier rang <sup>1</sup>	2032	200	US 8,750 %	<b>260</b>	277
Billets de premier rang	2038	350	US 7,500 %	<b>454</b>	484
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	<b>500</b>	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	<b>800</b>	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	<b>400</b>	400
Billets de premier rang	2043	500	US 4,500 %	<b>649</b>	692
Billets de premier rang	2043	650	US 5,450 %	<b>844</b>	900
Billets de premier rang	2044	1 050	US 5,000 %	<b>1 364</b>	1 453
				<b>16 545</b>	16 981
Coûts de transaction différés et escomptes				<b>(107)</b>	(111)
Moins la partie courante				<b>(1 250)</b>	(1 000)
<b>Total de la dette à long terme</b>				<b>15 188</b>	15 870

<sup>1</sup> Correspond aux déventures et billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquels RCCI était un garant ordinaire au 31 mars 2016 et RCP, un garant ordinaire au 31 décembre 2015.

### **Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit**

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons prélevé 688 millions de dollars (507 millions de dollars américains) (1 660 millions de dollars en 2015) au titre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et avons remboursé 569 millions de dollars (500 millions de dollars et 50 millions de dollars américains) (550 millions de dollars en 2015).

Au 31 mars 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable était de 594 millions de dollars (457 millions de dollars américains) (500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Nous avons conclu des dérivés liés à la dette afférents à ces emprunts pour convertir l'ensemble des obligations au titre du principal et des intérêts en dollars canadiens (se reporter à la note 9).

Au 31 mars 2016, des liquidités s'élevant à 2,8 milliards de dollars (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015) étaient disponibles au titre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et de nos facilités et lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars au 31 décembre 2015). Aux termes de ces facilités, une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2015) a été prélevée sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours, et une tranche de 0,7 milliard de dollars, sous forme d'emprunts (0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2015).

Au 1<sup>er</sup> avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. Concurrément, nous avons également modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

### **Billets de premier rang**

Les intérêts sur nos billets de premier rang sont payés comme suit :

- semestriellement sur la totalité de nos billets et débetures de premier rang à taux fixe;
- trimestriellement sur nos billets de premier rang à taux variable.

Nos billets et débetures de premier rang à taux fixe sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, à notre gré, sous réserve du paiement des primes prévues dans les ententes correspondantes.

#### *Émission de billets de premier rang*

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015, nous n'avons émis aucun billet de premier rang.

#### *Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes*

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous n'avons pas remboursé de billets de premier rang ni réglé de dérivés liés à la dette connexes.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, nous avons remboursé nos billets de premier rang de 550 millions de dollars américains (702 millions de dollars) et de 280 millions de dollars américains (357 millions de dollars) qui venaient à échéance en mars 2015. Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes ont été réglés à l'échéance, pour un produit net reçu de 154 millions de dollars (se reporter à la note 9), de sorte que le montant net des remboursements, compte tenu du règlement des dérivés liés à la dette connexes, s'est chiffré à 905 millions de dollars.

**NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES****Dividendes**

En 2016 et en 2015, nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
Le 27 janvier 2016	Le 1 <sup>er</sup> avril 2016	0,48
		0,48
Le 28 janvier 2015	Le 1 <sup>er</sup> avril 2015	0,48
Le 21 avril 2015	Le 2 juillet 2015	0,48
Le 13 août 2015	Le 1 <sup>er</sup> octobre 2015	0,48
Le 22 octobre 2015	Le 4 janvier 2016	0,48
		1,92

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B. Les actions de catégorie A avec droit de vote et les actions de catégorie B sans droit de vote donnent donc droit aux mêmes dividendes.

**NOTE 14 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS**

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Options sur actions	<b>13</b>	(7)
Unités d'actions de négociation restreinte	<b>15</b>	6
Unités d'actions différées	<b>10</b>	(1)
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	<b>(26)</b>	14
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	<b>12</b>	12

Au 31 mars 2016, nous avons inscrit un passif total comptabilisé à sa juste valeur de 158 millions de dollars (157 millions de dollars au 31 décembre 2015) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous avons versé un montant de 45 millions de dollars (35 millions de dollars en 2015) aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

**Options sur actions***Sommaire des options sur actions*

Le tableau qui suit présente un résumé des régimes d'options sur actions, lesquelles comprennent les options liées à la performance :

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 31 mars 2016		Trimestre clos le 31 mars 2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	<b>4 873 940</b>	<b>41,47 \$</b>	5 759 786	38,71 \$
Attribution	<b>1 054 530</b>	<b>49,95 \$</b>	1 124 670	44,97 \$
Exercice	<b>(572 646)</b>	<b>34,23 \$</b>	(846 067)	36,24 \$
Renonciation	<b>(12 252)</b>	<b>44,44 \$</b>	(20 203)	37,71 \$
En circulation à la clôture de la période	<b>5 343 572</b>	<b>43,91 \$</b>	6 018 186	40,03 \$
Exercçables à la clôture de la période	<b>2 486 203</b>	<b>40,53 \$</b>	3 047 200	35,38 \$

Au 31 mars 2016, la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisée s'établissait à 13 millions de dollars (7 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

**Unités d'actions de négociation restreinte***Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte*

Le tableau qui suit présente un sommaire des unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance.

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	<b>2016</b>	2015
En circulation à l'ouverture de la période	<b>2 484 405</b>	2 765 255
Attribution et réinvestissement des dividendes	<b>621 798</b>	543 780
Exercice	<b>(614 484)</b>	(643 403)
Renonciation	<b>(60 438)</b>	(62 280)
En circulation à la clôture de la période	<b>2 431 281</b>	2 603 352

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 31 mars 2016 s'est établie à 58 millions de dollars (41 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net sur les trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

**Unités d'actions différées***Sommaire des unités d'actions différées*

Le tableau qui suit présente un sommaire des unités d'actions différées en circulation, y compris les unités d'actions différées liées à la performance.

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
En circulation à l'ouverture de la période	<b>1 770 871</b>	826 891
Attribution et réinvestissement des dividendes	<b>873 036</b>	1 173 194
Exercice	<b>(99 137)</b>	-
Renonciation	<b>(41 691)</b>	(555)
En circulation à la clôture de la période	<b>2 503 079</b>	1 999 530

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 31 mars 2016 s'est établie à 50 millions de dollars (26 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits aux unités des dirigeants deviennent acquis. Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

**NOTE 15 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES****Actionnaire détenant le contrôle**

Nous concluons certaines transactions avec des sociétés de portefeuille fermées appartenant à la famille Rogers, contrôlées par la Fiducie de contrôle Rogers. Telles qu'elles sont décrites ci-après, ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés au cours des trimestre clos les 31 mars 2016 et 2015 étaient inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

**Transactions avec les principaux dirigeants**

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI, notamment :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Nous inscrivons ces transactions au montant convenu par les parties liées et elles sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les soldes à payer pour ces services sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie à moins de un mois suivant la date de la transaction. Le tableau qui suit présente un sommaire des activités entre parties liées relativement aux transactions susmentionnées :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	<b>5</b>	10



## **NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS**

Au 31 mars 2016, nos passifs éventuels avaient trait aux litiges suivants :

### **Frais d'accès au système - Saskatchewan**

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation néo-écossaise. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. L'appel de cette décision par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel du Manitoba. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation albertaine. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Frais d'accès au système - Colombie-Britannique**

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, concluant que rien n'indiquait que le terme « frais d'accès au système » suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique en 2015, cette dernière étant d'avis que la conclusion à laquelle est arrivé le juge de première instance était inattaquable. Les demandeurs entendent interjeter appel auprès de la Cour suprême du Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

**Frais liés au service d'urgence 911**

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

**Appareils cellulaires**

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

**Issue des procédures**

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire le résultat ni l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il est improbable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité devient envisageable dans le cadre de réclamations intentées contre nous, nous comptabiliserons une provision pendant la période au cours de laquelle le changement d'éventualité survient et une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

**NOTE 17 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2016	2015
Débiteurs	32	150
Stocks	(2)	(129)
Autres actifs courants	(125)	(124)
Créditeurs et charges à payer	(78)	(299)
Produits constatés d'avance	53	52
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(120)	(350)